

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 23/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AJINOMOTO FOODS EUROPE

46 RUE DE NESLE
BP 42
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2025-E30003
Code AIOT : 0005102362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement AJINOMOTO FOODS EUROPE implanté 48 RUE DE NESLE BP 42 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. L'inspection a été annoncée le 15/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection se situe dans le cadre de l'action nationale relative à la prévention des rejets de PFAS dans les eaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AJINOMOTO FOODS EUROPE
- 48 RUE DE NESLE BP 42 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102362

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société AJINOMOTO FOODS EUROPE est spécialisée dans le secteur agroalimentaire. Son activité principale est la production d'acides aminés par bio-fermentation, à l'aide de bactéries, non pathogènes et non génétiquement modifiées, à partir de substrat présent dans différentes matières premières sucrées. Les principaux produits fabriqués sur le site sont:

- le monosodium L-glutamate, dit MSG, produit principal du site, fabriqué à partir de l'acide L-glutamique. Le glutamate est utilisé depuis de nombreuses années pour ses propriétés gustatives comme ingrédient alimentaire traditionnel par de nombreuses cuisines à travers le monde;
- l'acide L-aspartique, deuxième acide aminé produit par l'usine. Il est utilisé dans la fabrication de l'aspartame et par l'industrie pharmaceutique;
- d'autres sels de l'acide L-glutamique: sels de potassium, calcium, ammonium et magnésium, le chlorhydrate d'acide L-glutamique et l'acide N-acétyl L-glutamique.

L'activité de production des acides aminés par fermentation engendre la production de co-produits. Ceux-ci sont commercialisés pour l'alimentation animale en tant que concentré protéique et sels binaires. Il s'agit:

- du Protorsan provenant du séchage des bactéries ayant produit l'acide L-glutamique par fermentation, à partir de la mélasse ou d'hydrolysats d'amidon;
- du Protéinal comme co-produit liquide;
- des sels binaires utilisés comme engrais dans l'agriculture.

Dans le cadre de l'activité de production d'acides aminés, AJINOMOTO FOODS EUROPE dispose d'installations de fermentation, séparation, purification, cristallisation, transformation chimique, conditionnement et stockage d'acides aminés.

L'exploitation des installations est autorisée par arrêté préfectoral du 29 juillet 1996, notamment modifié par l'arrêté complémentaire du 04 novembre 2020. L'établissement est classé Seveso seuil haut et fait partie des établissements dits "IED" - BREF FDM industries agroalimentaires.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Actions mises en place par l'exploitant	Lettre du 13/04/2024, article -	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait réaliser les 3 campagnes d'analyses portant sur les paramètres PFAS et AOF en septembre, octobre et novembre 2023. L'analyse de septembre 2023 fait état d'une quantification AOF.

L'exploitant a analysé les sources potentielles de substances fluorées susceptibles d'être utilisées sur site, ou produites lors des process. Il n'est pas identifié de potentiel de rejet de PFAS.

Les eaux de process sont renvoyées vers la station d'épuration exploitée par Tereos. Tereos a diligenté 3 analyses complémentaires portant d'une part sur les eaux brutes et d'autre part sur le rejet en sortie de station (incluant donc les eaux usées de Ajinomoto). Les résultats sont négatifs et corroborent l'analyse qualitative.

L'exploitant n'a pas conduit d'analyse supplémentaire sur les eaux de refroidissement qui sont rejetées à l'Ingon.

Il est préconisé de maintenir sur l'année 2025 une surveillance périodique du paramètre AOF au niveau des rejet usine et eaux de refroidissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin d'identifier les potentielles sources de PFAS, l'exploitant a réalisé un audit complet des FDS (fiches de données de sécurité) des produits utilisés sur site dans le cadre de son exploitation. Il ressort de cet audit l'absence de matière première contenant des PFAS. La même approche a été réalisée pour les produits de laboratoire.</p> <p>En matière de défense incendie, l'exploitant indique que l'émulseur stocké sur site est dépourvu de substance fluorée. Seuls les extincteurs avec additifs contiennent des substances actives à base de fluor. Ils seront progressivement remplacés par des agents non-fluorés.</p>

<p>Au-delà de l'inventaire des matières et produits utilisés sur site, l'exploitant a également analysé les potentielles sources de production de PFAS par dégradation. L'analyse conduite conclut à l'absence de source de contamination par dégradation. Toutes les canalisations du site sont en inox ou acier. Il n'est pas identifié de conduite en téflon ou autre matière contenant du fluor susceptible de relarguer des PFAS au contact d'un agent corrosif.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets aqueux du site comportent:</p> <ul style="list-style-type: none"> • un rejet des eaux de process vers la station d'épuration exploitée par Tereos. • un rejet des eaux de refroidissement à l'Ingon <p>3 campagnes d'analyse par prélèvements ont été réalisés en date des 21 septembre, 26 octobre et 23 novembre 2023 pour le rejet usine (commanditées par Tereos) et le rejet des eaux de refroidissement (commanditées par Ajinomoto Foods Europe).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p>

Les prélèvements et analyses ont été effectués par le laboratoires Eurofins, disposant d'une accréditation COFRAC pour ce type de mesures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses ont porté sur des échantillons issus de prélèvement 24h au droit du rejet des eaux de refroidissement, sans faire l'objet de dilution préalable.</p> <p>Concernant le rejet usine (analyses effectuées par Tereos en sortie de station d'épuration), les conditions d'activité aux dates des prélèvements sont représentatives d'une activité normale des entreprises concernées.</p> <p>En particulier, l'analyse d'octobre 2023 a été réalisée en fin de mois (le 26/10) compte tenu de l'arrêt technique annuel d'Ajinomoto Foods Europe la première quinzaine d'octobre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
Constats :

Les limites de quantification sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a déclaré en temps et en heure les résultats d'analyse sous GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Actions mises en place par l'exploitant

Référence réglementaire : Lettre du 13/04/2024, article -
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de réduction
Prescription contrôlée : Quelles actions l'exploitant a t-il mené pour répondre aux axes d'action nationale : - investigation - suppression/réduction - surveillance
Constats : L'analyse Eurofins de septembre 2023 fait apparaître une valeur positive pour le paramètre AOF sur les eaux de refroidissement et sur le rejet usine (traitant les eaux de plusieurs entreprises de la zone). Les analyses d'octobre et novembre sont sous le seuil de quantification. L'exploitant a analysé les sources potentielles de PFAS en termes de matières premières et de potentialités de relargage par dégradation des installations. Il n'a pas identifié de PFAS mis en oeuvre ou produit susceptible d'être rejeté au milieu naturel. Concernant les eaux de refroidissement: l'exploitant a proposé par courrier adressé à la DREAL le 29/7/2023 de mettre en place une surveillance du paramètre AOF pendant 3 mois. Faute de réponse explicite, l'exploitant n'a pas mandaté de laboratoire pour réaliser ces analyses complémentaires. Concernant les eaux de process: Tereos, gestionnaire de la station d'épuration de la zone industrielle, a diligenté des investigations complémentaires. Le laboratoires Eurofins a ainsi été mandaté pour réaliser trois analyses complémentaires en date des 3 juin, 17 juin et 1er juillet 2024 portant sur le paramètre AOF. Les résultats sont inférieurs aux limites de quantification et

corroborent l'analyse qualitative de l'exploitant.

Concernant les eaux de forage: aux mêmes dates, Tereos qui produit l'eau pour Ajinomoto Foods Europe a fait analyser les eaux brutes de forage. Les résultats sont négatifs hormis un signal juste supérieur à la limite de quantification pour un forage contribuant de manière minoritaire à l'alimentation en eau du site. La potentialité d'une origine par les eaux souterraines est écartée.

La démarche d'investigation conduite par l'exploitant suggère l'absence de problématique PFAS sur le site. L'exploitant n'écarte pas l'hypothèse d'un "faux positif" concernant la campagne de septembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A titre de levée de doute, il est recommandé à l'exploitant de maintenir en 2025 une surveillance ponctuelle de ses rejets aqueux, a minima du paramètre AOF, à une fréquence idéalement trimestrielle.

Type de suites proposées : Sans suite